

# En Turquie comme en France : Menaces sur la liberté de penser

dimanche 8 avril 2012, par [Etienne Copeaux](#)

**En cette période préélectorale, les maîtres mots en France sont xénophobie, populisme et harcèlement des intellectuels qui ne sont pas « du sérail ». Étienne Copeaux nous montre dans cet article qu'en cela - qui l'aurait cru ? - Nicolas Sarkozy et ses partisans et ministres prônent et appliquent les recettes du « modèle turc ».**

**Turquie Européenne à choisi de faire de cet article l'éditorial de cette semaine. Nous affirmons ainsi notre opposition à une politique à courte vue qui renie toutes les valeurs qui ont été l'honneur de notre pays à travers le monde.**

La liberté des étudiants, doctorants, jeunes chercheurs, est menacée en Turquie (cf : « [Répression contre les étudiants en Turquie](#) »). En brandissant l'épée de Damoclès de l'emprisonnement - qui, même bref, compromet la suite des études - les dirigeants turcs espèrent obtenir une soumission des intellectuels. Place au conformisme ! Si vous faites une thèse sur le génie d'Atatürk, vous ne serez jamais ennuyé ! Un poste d'enseignant vous est garanti ! En revanche, toute réflexion, toute recherche, tout écrit sur des sujets « sensibles » - c'est-à-dire sur la nature même de la Turquie contemporaine - entraînent des risques sérieux.

J'ai toujours pensé que la Turquie, loin d'être un pays à la traîne, est en avance sur nous, sur l'Europe de l'Ouest. C'est pourquoi j'ai intitulé ma rubrique sur la répression « [le modèle turc](#) ». Ce n'est pas par dérision.

Avez-vous remarqué comme les valeurs nationalistes reviennent en faveur en France, et pas seulement à l'extrême-droite ? Comme les icônes nationales redeviennent sacrées, à l'aide du sport notamment ?  
Modèle turc !

Avez-vous remarqué comme les partis politiques se fondent dans une même soupe centriste, avec des personnalités qui, sans se gêner, passent d'un parti à l'autre en fonction des chances que leur offrent telle ou telle formation ? On ne peut même pas dire qu'ils trahissent : il n'y a plus d'autre valeur que la carrière.  
Modèle turc !

Avez-vous remarqué comme le débat « ethnique » reprend vigueur, et comme une personne « d'origine algérienne » quoique française et née en France peut être considérée comme « étrangère » exactement comme sont considérés comme « étrangers » les Arméniens ou Grecs orthodoxes, « [citoyens turcs de nationalité étrangère](#) », qui ont toujours vécu en Turquie ? Modèle turc !

Mais surtout, avez vous remarqué qu'en France, dans le débat sur la présidentielle, il y a une question que personne ne veut envisager ? Quand les médias et les commentateurs essaient d'imaginer ce qui adviendra si Sarkozy est réélu, ils n'envisagent que les conséquences économiques : gouvernement pour les riches, pour le patronat, licenciements, accentuation de la crise...

Certes, c'est très grave, mais personne ne veut regarder en face la menace sur la gouvernance elle-même. Je veux dire qu'une dérive autoritaire serait possible. Le modèle turc est tout prêt. Renforcement des valeurs nationales qui servent de prétexte au contrôle et à une répression larvée (délation, mises à l'écart

professionnelles, contrôle social accru sur les « déviances »). Agitation d'une menace mortelle pour la nation : en Turquie, la menace du « terrorisme kurde » fonctionne parfaitement et par l'instauration de lois spéciales permet une répression sans limites ; en France, on voit poindre la « menace islamiste », on commence à inquiéter les porteurs de djellaba, on pourrait inquiéter tous les musulmans pratiquants : il devient facile d'arrêter préventivement - comme en Turquie.

Contrôle sur les intellectuels, en utilisant des outils préexistants (la cooptation universitaire sous prétexte de contrôle « scientifique », les commissions de recrutement qui agissent arbitrairement etc.) ou des méthodes policières (cas de la Turquie) ou des méthodes visant à se débarrasser des étrangers (cas de la France). Ou simplement de méthodes économiques, en coupant les vivres aux étudiants et doctorants : bourses, allocations de recherche).

Il n'est même pas nécessaire d'emprisonner pour décourager ; les conditions économiques imposées à beaucoup de doctorants ou post-doctorants de ma connaissance, souvent des intellectuels remarquables, sont scandaleuses. Je connais des doctorants véritablement héroïques, qui sont obligés à 30 ou 40 ans d'accepter des petits boulots chichement payés pour survivre, et malgré tout travaillent à leur thèse avec acharnement - sans grand espoir de trouver un poste à l'issue de la soutenance.

Je dis cela parce qu'en même temps que les étudiants turcs subissent une répression peu commune, le gouvernement français fait pression sur les étudiants étrangers.

Si Sarkozy est réélu, la France peut très bien évoluer dans le sens de la Turquie, tout en restant, comme la Turquie, une « démocratie », avec des élections libres, une presse apparemment libre mais soumise à l'autocensure, un droit de critiquer les gouvernants dans certaines limites.

Simplement, il suffit d'établir un cadre dont il serait interdit de sortir, et dont les limites seraient définies par des « menaces terroristes », une « nécessaire solidarité face à la crise », une obligation de « rester soudés dans la nation, autour du drapeau », un « renforcement de notre identité nationale », elle-même menacée : tout cela pourrait être invoqué pour légitimer une répression sur toute forme d'expression (journalisme, édition, recherche, arts), sans aucunement renoncer au régime parlementaire.

Nous avons connu un régime assez dur après 1968, sous de Gaulle puis Pompidou, lorsqu'opéraient des ministres comme Raymond Marcellin, Charles Pasqua... Ce qui est advenu peut revenir ; ce qui est advenu dans un pays peut arriver dans un autre. Qui peut affirmer que ce qui existe en Turquie aujourd'hui, ou ce qui a existé en Grèce entre 1967 et 1974, ou ce qui menace actuellement en Hongrie serait « inenvisageable » en France ?

Le « modèle turc », modèle ultra-libéral, me fait peur, pour nos amis turcs, et pour nous-mêmes.

C'est pourquoi j'attire votre attention sur le mouvement contre la circulaire Guéant, qui avait lancé une pétition et un système de parrainage pour défendre les étudiants étrangers menacés.

Voici ci-dessous la circulaire qui a été envoyée aux signataires de la pétition. Je vous engage à cliquer sur les liens, notamment celui qui renvoie à la réaction du Professeur Antoine Georges dans Le Monde du 3 avril.

\* \* \* \* \*

Chers signataires,

Dans quelques temps, cela fera bientôt un an que la sinistre circulaire Guéant est appliquée.

Depuis le 31 mai 2011, des milliers d'étudiants et de diplômés étrangers ont vu leur situation se dégrader et se précariser.

Très vite, le collectif du 31 mai s'est organisé pour mener une action collective et recenser tous les cas. Il a été rejoint par « Université Universelle » qui a donné un écho médiatique à cette situation inacceptable et injuste.

En signant notre appel contre la circulaire Guéant, vous avez contribué à le placer sur le devant de la scène.

En plus de signer cet appel, des personnalités du monde universitaire, politique, artistique et du monde de l'entreprise ont accepté de parrainer de jeunes diplômés, allant jusqu'à interpeller le sommet de l'Etat.

L'ensemble des parrainages qui ont eu lieu en ce début d'année a permis d'aider une soixantaine d'étudiants mais les résultats ne peuvent entièrement nous satisfaire.

Si une vingtaine d'étudiants ont aujourd'hui pu obtenir leur changement de statut, nous devons regretter que 4 d'entre eux, à notre connaissance, aient dû quitter le territoire.

Tous les autres cas sont encore en difficulté.

### **Cette circulaire reste une honte pour la France.**

- [Antoine Georges, professeur au Collège de France exprimait sa honte dans les colonnes du Monde](#) d'hier
- Notre action reste déterminante et notre volonté intacte. Une étudiante affirmait récemment qu'« il reste beaucoup à faire. Pour le moment c'est seulement par parrainage que les dossiers se débloquent. »
- C'est pourquoi, nous vous demandons de rester mobilisés et de nous aider encore en diffusant l'information un maximum autour de vous pour demander le retrait de cette circulaire.
- La mobilisation contre la circulaire Guéant doit continuer !
- Retrouvez [les vidéos de nos cérémonies de parrainages sur le site de Libération.fr](#) :
- Les sites de la mobilisation :  
[Le collectif du 31 mai](#)  
[Université Universelle](#)

---

### **Sources**

Article original publié le 5 Avril 2012 sur le blog d'Étienne Copeaux sous le titre : « [En Turquie comme en France : Menaces](#) » - [Dernières corrections le 6 avril 2012, 11h]